



SECURITE OBLIGE



MINISTÈRE
DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité



Méditerranée

Pierre BROCHIER

Conduite d'opérations
SID/ESID-TLN/DIR/DO/MPI/BEQP

BCRM de Toulon – SID Méditerranée- BP N° 71 - 83800
Toulon Cedex 9
Téléphone bureau : 04 22 42 14 16 - PNIA : 864 732 14 16

Marché de travaux n° :
2021/ESID-TLN/0184

**PONT ROUTIERS PROVISOIRES
BASSINS VAUBAN**

Coordonnateur SPS :

SECURITE OBLIGE

22 Rue des Baudes
83390 CUERS

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

MISES A JOUR			
N° d'indice	Date	Intitulé	Concerne art. n°
1	17/03/2025	PGC initial	SO

22 Rue des Baudes - 83390 CUERS
Tél. : 06-48-03-86.53 – Email : contact@securiteoblige.com
Audits, Expertises et CSPS (Loi du 31/12/1993)
SIRET 381109305 00031 - APE 7120B

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1. OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION	
1.2. DESIGNATION DE L'OPERATION	
1.3. CALENDRIER DES TRAVAUX – PREVISION D'EFFECTIF – CATEGORIE DE L'OPERATION	
1.4. DECLARATIONS ADMINISTRATIVES	
2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT	7
2.1. VOIES D'ACCES / DESSERTE	
2.2. DANGERS SPECIFIQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	
2.3. ETABLISSEMENT INDUSTRIELS, COMMERCIAUX, AGRICOLES A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DUQUEL SE SITUE LE CHANTIER	
2.4 SECURITE DES HABITANTS	
2.5 CIRCULATION	
2.6. DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCES AUX SEULES PERSONNES AUTORISEES	
2.7. INTERFACE CHANTIER DOMAINE PUBLIC / INSTALLATIONS PROVISOIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC VOIE PUBLIQUE	
2.8. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	12
3.1. RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX	
3.2. CANTONNEMENTS	
3.3. NETTOYAGE DU CHANTIER	
3.4. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	
4. ELECTRICITE DE CHANTIER	15
4.1. FORCE	
4.2. ECLAIRAGE	
4.3. MATERIEL ELECTRIQUE UTILISE PAR LES ENTREPRISES	
5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER	17
5.1. DISTRIBUTION, INSTALLATION ET ALIMENTATION	
6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE	18
6.1. LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES	
6.2. MOYENS DE LEVAGES	
6.3. MESURES DE PREVENTION	
7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER	20
7.1. CIRCULATION DE VEHICULES	
7.2. CIRCULATION DU PERSONNEL	
8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES	22
8.1. SECOURS	
8.2. INCENDIE	
9. PROTECTIONS COLLECTIVES	23
9.1. DISPOSITIONS GENERALES	
9.2. NATURE DES PROTECTIONS COLLECTIVES	
9.3. MISE EN PLACE D'EQUIPEMENT COMMUN	
10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER	25
10.1. PRESENCE D'AMIANTE	
10.2. PRESENCE DE PLOMB	
10.3. PRESENCE DE TERMITES	
10.4. AUTRES MATERIAUX (RADIOACTIFS / DECHETS CONTAMINES ETC...)	
10.5. TRAVAUX DE DEMOLITION OU DE REHABILITATION	
10.6. TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR	
10.7. TRAVAUX DE TERRASSEMENT OU DE TRANCHES	
10.8. TRAVAUX DE FONDATIONS	
10.9. UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX	
10.10. OUVRAGES PARTICULIERS A REALISER	

10.11. AUTRES	
10.12. ENGINS DE GUERRE	
10.13. EMPLOI DES EXPLOSIFS	
10.14. VESTIGES HISTORIQUES	
10.15. TRAVAIL ISOLE	
10.16. TRAVAUX "ACROBATIQUES"	
10.17. CANALISATIONS EN FIBRO-CIMENT	
10.18. STOCKAGE DE CARBURANT (CHAUDIERES, CUVES, CANALISATIONS, ETC....)	
11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ.....	27
11.1. ORGANISATION DE LA PHASE PREPARATION DE CHANTIER :	
11.2. DECALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSES, PROTECTIONS COLLECTIVES) :	
11.3. ISOLATION DE CERTAINES ZONES (TRAVAUX BRUYANTS, NOCIF, UTILISATION DE SUBSTANCES TOXIQUES).....	
11.4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS ET LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	
12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
12.1. PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	
12.2. SOUS-TRAITANCE	
13 - COLLÈGE INTER-ENTREPRISES DE SECURITE DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.).	39
13.1. CONSTITUTION D'UN C.I.S.S.C.T.	
13.2. PROJET DE REGLEMENT	PONT
14. LISTE DES INTERVENANTS.....	30
15. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT	31

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Objet du plan général de coordination

Le présent rapport a pour objet l'application du Décret n°94 1159 du 26 Décembre 1994, visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phase de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

1.1.1. Dispositions prises en cas de défaillances

Le Maître d'Ouvrage pourra :

- faire appel à toute entreprise de son choix pour faire respecter les principes élémentaires de sécurité si les observations de Coordonnateur sont récurrentes
- faire appel à toute entreprise de son choix pour assurer la mise en place des équipements et aménagements en cas :
 - d'observations répétées du coordonnateur
 - de retard constaté à l'issue de la période de préparation

1.1.2. Les principes généraux de prévention

Pour mémoire, la démarche de prévention des risques de chacun des intervenants doit être guidée par le respect des principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31 décembre 1991 consolidée au 01/09/2007.

- a) Éviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux
- g) Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- h) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

1.1.3. Les obligations des intervenants

Du Maître d'Ouvrage :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- déclarer les opérations de niveaux I et II
- désigner le Coordonnateur S.P.S.
- réaliser les VRD préalables pour les opérations de plus de 760 k€ T.T.C.
- organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et Coordonnateur
- conserver le PGCSPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage
- conserver et transmettre le D.I.U.O.

Du Maître d'Œuvre :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- coopérer avec le Coordonnateur pendant la phase conception
- arrêter les mesures générales en concertation avec le Coordonnateur
- viser les observations du Coordonnateur notées sur le RJC

De l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- appliquer les principes généraux de prévention
- viser le RJC et répondre aux observations du Coordinateur

1.1.4. Fonctionnement

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est joint aux autres documents remis par le Maître d' Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes officiels de prévention, ainsi que les membres du Collège Inter-entreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d' Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

1.1.5. Durée de conservation

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d' Ouvrage, à compter de la date de réception du bâtiment.

1.2. Désignation de l'opération

Nature des travaux :	Pose de pont routiers provisoires métalliques sur les bassins sur GBVNO et GBVNE
Implantation géographique / adresse :	Base Navale de TOULON (83) Grand Bassin Vauban
Mode de passation des marchés :	Procédure adoptée, marché de travaux



Figure 2 – Bateau Porte n°13 (voie gauche) et pont routier provisoire Est (voie droite) installé en 2017

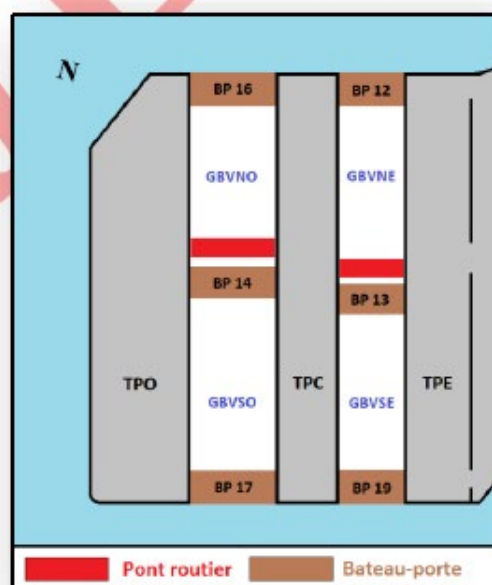


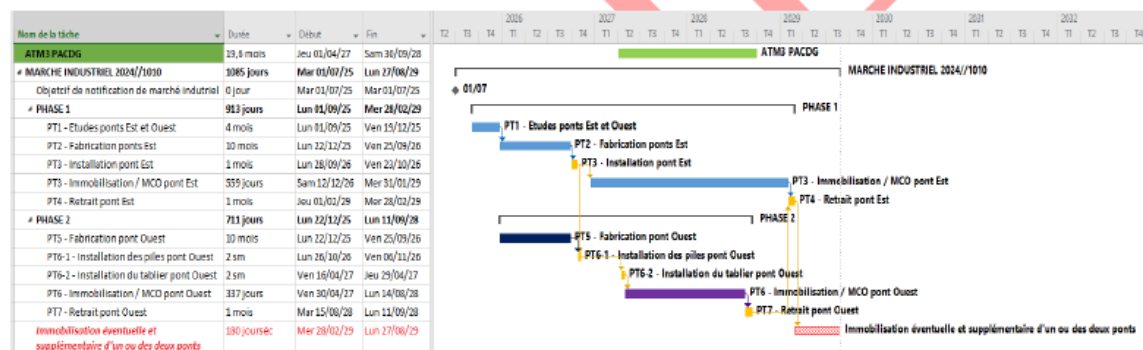
Figure 1 - Plan GBV de la BNT

1.3. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération

Délai d'exécution

Projet de planification de l'opération

- voir projet planning ci dessous



Démarche avant travaux

Les entreprises disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date de signature de leur marché.

Durant cette période les entreprises doivent procéder avec le Coordonnateur à une visite d'inspection commune du chantier, qui doit leur permettre d'établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.). Dans tous les cas le Coordonnateur doit être en possession du P.P.S.P.S.P. de chaque intervenant avant le démarrage de ses travaux.

Les entreprises disposent du délai de préparation fixé à 1 mois par le Maître d'Ouvrage pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.) et commencer leur travaux.

Prévision d'effectif

Effectif estimé : 5 et 10 personnes en pointe

Catégorie

Opération de catégorie 2, comportant des travaux à risques particuliers

Dont la liste est donnée ci-après :

1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
 - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres
 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens des articles R- 4624-19 et 20, ainsi que des articles R- 4412-44, 45, 46 à 51 et 82, et R- 4426-6.
3. Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante
4. Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975
5. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées
6. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade
7. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous- œuvre
8. Travaux en plongée appareillée
9. Travaux en milieu hyperbare
10. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes
11. Travaux comportant l'usage d'explosifs
12. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010
13. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

1.4. Déclarations administratives

L'entrepreneur

Le Maître d'Ouvrage assure l'établissement et la diffusion de la Déclaration Préalable.

Coordonnateur sécurité

Le Coordonnateur sécurité assure la mise à jour de la déclaration préalable et sa diffusion.

2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

2.1. Voies d'accès / desserte

Accès principal :	Le chantier est desservi par les voies d'accès de la BNT et aux GBV
Charge admissible :	Tout tonnage routier avec de 60T sur 4 essieux (passage occasionnel 66T)
Fléchage Signalisation provisoire	Mise en place, maintien en état et dépose du fléchage (signalisation) depuis l'entrée principale jusqu'à la zone de chantiers après présentation au Maître d'Ouvrage, et en concertation / validation avec les services du SID
Gabarit à respecter	Les accès au chantier sont au gabarit routier.

2.2. Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier

2.2.1. Site occupé par les locataires.

- **Bruits de chantier**

Il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Les entrepreneurs devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions avoisinantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées.

- **Accès au chantier**

Les entreprises veilleront à ce que chacun de leurs salariés soit équipé d'un badge avec photo, conforme à celui de la BNT. Le badge sera porté de façon visible pour pouvoir lire facilement les noms de la personne et de l'entreprise. Le chef d'équipe en sera également équipé.

- **Tenue et comportement**

Les salariés des entreprises devront toujours être en tenue décente et badgés.

A ce titre, une tenue de travail réglementaire sera obligatoire (travail en short, torse nu ou pieds nus est proscrit).

Les salariés des entreprises n'utiliseront en aucun cas un quelconque bien appartenant à la BNT. Ils n'utiliseront pas les sanitaires de la BNT où ils travaillent, les installations de chantier étant prévues à cet effet. Les repas seront pris exclusivement à l'intérieur du périmètre délimitant les installations de chantier.

Il est interdit aux salariés des entreprises de fumer et consommer des boissons alcoolisées sur la BNT

- **Nettoyage et protections**

L'entreprise devra, après chaque journée de travail, replier le matériel et procéder au nettoyage soigné des pièces où sont exécutés les travaux.

Aucun outil ou matériau pouvant créer des dommages de quelque nature que ce soit, ne devront être laissés sur le chantier à la fin de la journée de travail.

En fin de journée, toute disposition visant à préserver la sécurité des utilisateurs, notamment pour ce qui relève de l'état provisoire des installations / travaux devra être prise (protections...).

Les installations des parties communes seront maintenues propres et en état de service, en permanence, pendant toute la durée des travaux. En cas de non-respect de cette obligation, le Maître d'Œuvre, se réserve le droit de faire effectuer ce nettoyage par un tiers, aux frais de l'entreprise.

- **Poussières**

L'entreprise prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la propagation des poussières.

2.2.2. Présence de bâtiment public (école, autre chantier, usines, dépôts, hôpital etc...)

SO

2.2.3. Présence de canalisations enterrées ou aériennes :

Description :	Réseaux aériens Réseaux enterrés
Disposition à prendre :	Les réseaux éventuels seront si besoin déviés préalablement à la réalisation des travaux L'entreprise doit établir les DICT (décret « DFDICT » n° 2011-1241 du 05 Octobre 2011) à adopter : plans réseaux fournis par SID. Les travaux de terrassements ne devront débuter qu'après recherche des réseaux, suivant DICT en retour renseignés par l' SID. Toutefois, l'entrepreneur découvrant un réseau en service stoppera toute intervention sur la zone concernée et avertira immédiatement le Maître d'Œuvre. L'entreprise respectera le décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010 L'entreprise fera une demande de renseignement de présence de réseaux auprès des exploitants du site. Prévention du risque électrique : se référer à la norme NF C 18-510
Localisation :	Selon plans de récolement des concessionnaires Repérage par signalisation au sol
Lot chargé des dispositions à prendre :	Maître d'Ouvrage Entreprise titulaire Gros-œuvre Electricité concessionnaire (gaz, THT)

2.2.4 Bruits de Chantier

Respect de la législation et des réglementations

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits.

Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est tenu à une obligation de résultat.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.

Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

2.3. Utilisateurs à l'intérieur ou au voisinage duquel se situe le chantier

Risque de co-activité entre le chantier et l'établissement	Flux de véhicules - Flux de piétons Fluides
Zone à risque particulier :	Zone utilisée par les utilisateurs des GBV
Mesures de prévention :	Rendre le chantier clos et indépendant par la mise en place de clôture de chantier type « heras ». Les travaux d'ouverture tranchée seront à exécuter après déviation du flux piéton avec mise en place de la signalisation adaptée. Les principaux approvisionnements seront à faire en dehors des créneaux horaires d'affluence qui seront à confirmer. Après concertation avec les entreprises retenues, disposition particulière concernant la mise en place de sécurité passive lors de certaines phases critiques de montage : levage Pas de Co-activité entre les utilisateurs et les zones chantier. Dans le cas contraire, l'entreprise met en place : Clôture de type "heras" Panneaux d'indication d'itinéraire obligatoire et d'interdiction d'entrée

Consignes de sécurité établies par l'utilisateur	Ces dispositifs seront expliqués à l'utilisateur, pendant la phase de préparation du chantier. Consignes de sécurité établies par l'utilisateur applicables à son personnel
Locaux / Installation mis à disposition des entreprises extérieures :	SO

2.4 Sécurité des utilisateurs

L'ensemble des travaux du présent marché sera exécuté dans un site en activité.

L'entrepreneur devra tenir compte de cette sujétion et prendre toutes dispositions pour:

→ le maintien des circulations automobiles et piétonnes, dans des conditions de sécurité optimales (le balisage diurne et nocturne du chantier, garde-corps, etc...)

Pour des raisons de sécurité (défense incendie, ambulances), les travaux devront être conduits de manière à permettre le passage de véhicules d'incendie et de sécurité.

2.5 Circulation

Obligation de maintenir en permanence la circulation sur les axes de la BNT et des GBV

→ Pour se faire, des contournements et/ou des franchissements sécurisés seront créés à chaque arrêt de travaux.

La sécurité et la continuité de la circulation des piétons doivent être assurées en permanence pendant toute la durée des travaux, quelle que soit l'heure. Toutes les dispositions seront prises pour prévoir et permettre l'accès immédiat des véhicules de secours et d'incendie pendant les plages horaires de l'entreprise.

La circulation des véhicules et des piétons aux abords immédiats, de la zone de travaux sera interdite

2.6. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

Procédure pour les entreprises	<p>Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires et leurs sous-traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier.</p> <p>Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention.</p> <p>Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée.</p> <p>Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler.</p> <p>Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation. Les entreprises tiendront sur le chantier la liste à jour du personnel salarié travaillant sur le site. Cette liste qui peut être une copie du Registre Unique du Personnel aménagée pour être personnalisée au chantier, sera tenue à disposition de l'Inspecteur du Travail et organismes officiels lors de leurs visites sur le site.</p>
Cas particuliers des travailleurs temporaires :	En plus des pièces citées ci-dessus, les travailleurs temporaires doivent disposer de leur contrat de mise à disposition lors de leur mise en place sur le chantier.
Badge ou vêtement distinctif :	<p>Chaque entreprise peut munir ses salariés d'un badge d'identification professionnelle (BIP) ou d'un vêtement distinctif. Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier. Si elle est adoptée dans tous les cas, le badge d'accès à la base navale est requis.</p> <p>Procédures de délivrance des badges</p> <p>Des badges permanents (à durée de chantier) seront délivrés aux personnels et véhicules appelés à pénétrer quotidiennement sur le site pendant la durée des travaux.</p> <p>Les personnes et véhicules appartenant aux entreprises intervenantes seront admis dans l'enceinte de l'arsenal après avoir subi le contrôle d'accès.</p> <p>Les personnes arboreront en permanence et de manière visible le badge remis par la Gendarmerie Maritime</p> <p>Un badge, justifiant de la conformité des documents réglementaires (carte grise, assurance, vignette fiscale et contrôle technique) de chaque véhicule, est remis par la Gendarmerie Maritime pour être affiché au bas du pare-brise.</p> <p>L'accès à tous les locaux de l'arsenal autres que ceux concernés par l'opération est formellement interdit aux personnes appartenant aux entreprises intervenantes.</p> <p>Le personnel des entreprises intervenantes est tenu d'obtempérer à toute injonction émanant de la Gendarmerie Maritime ou du personnel militaire de sûreté.</p>

Personnel extérieur au chantier	Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées. Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.
Entreprises extérieures intervenant pour le compte d'un Maître d'Ouvrage différent	Application de l'article L.4531-3 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »
Concessionnaires intervenant dans le cadre de l'opération	Si ces derniers sont aussi maîtres d'ouvrage : Application de l'article L.4531-3 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »

2.7. Interface chantier / Installations provisoires sur la zone Grands Bassins Vauban

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
Clôture	- Hauteur : 2m, - Constitution : panneaux grillagés galvanisés, <u>liés entre eux mécaniquement</u> et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent et/ou des barrières basses (TP).	Périphérie du chantier, de la base vie et des zones de stockage.	VRD Gros-œuvre Entreprise principale	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Portes et portails	- Constitution : panneaux grillagés galvanisés et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent. - Fermeture : par chaîne et cadenas	SO		
Déviations véhicule Rétrécissement de chaussée Ralentisseurs	Respect de l'instruction ministérielle relative à la signalisation temporaire des chantiers en bordure des voies en circulation	Selon plan d'installation validé par le MOE	VRD Gros-œuvre Entreprise principale	
Panneaux de signalisation Voies à créer	Dévoisement du flux piéton en concertation avec les services BNT • Barrière • Rampe d'accès • marquage horizontal • signalisation verticale	Selon plan d'installation validé par le MOE	Titulaire	
Signalisations provisoires	Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'informations et les demandes d'autorisation nécessaires et préalables à la réalisation de ses travaux	Selon plan d'installation validé par le MOE	Titulaire	
Autres	• Autorisations délivrées par les concessionnaires. • Autorisations délivrées par les propriétaires limitrophes.	SO		
Panneau de chantier	L'entreprise réalise, installe, entretient et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d'œuvre. (hauteur des lettres : 8 cm minimum) Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit : Article R8221-1 du Code du	Selon plan d'installation validé par le MOE	Titulaire marché	

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
	Travail.			
Affichage	"PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"	De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier	Gros-œuvre Entreprise principale	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
Passerelles	Passerelles de franchissement au droit des accès aux BP Passerelles nécessaires au dévoiement du flux piéton y compris entretien et dépose	Selon plan d'installation validé par le MOE	Titulaire	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier

2.8. Plan d'installation de chantier

L'entreprise principale soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises sur voirie
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- le bureau de chantier
- les magasins
- les aires de stockage ou de préfabrication
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- le réseau d'alimentation en eau du chantier
- les clôtures
- les accès
- les flux de piétons et d'engins différenciés



Figure 2 – Bateau Porte n°13 (voie gauche) et pont routier provisoire Est (voie droite) installé en 2017

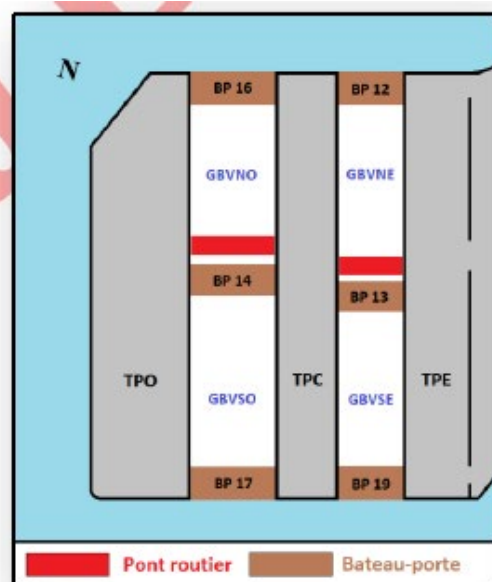


Figure 1 - Plan GBV de la BNT

3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail.

" Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire , le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail."

Le coût du chantier dépasse le montant fixé par voie réglementaire à 760 K€ HT.

Dans le cas de cette opération, le Maître d'Ouvrage doit se préoccuper de savoir si ces raccordements seront bien réalisés avant le démarrage des travaux de son opération.

3.1. Réseaux divers préalables aux travaux

ELECTRICITE	Localisation :	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison • défini par les services du SID,
	Entreprise chargée du raccordement :	Entreprise titulaire
	Planification du raccordement :	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	Maître d'Ouvrage

EAU	Localisation :	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini • défini par les services du SID,
	Entreprise chargée du raccordement :	Entreprise titulaire
	Planification du raccordement :	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	Maître d'Ouvrage

EAUX USÉES	Localisation :	Le réseau EU est situé • à proximité Les sanitaires doivent être raccordés sur réseau d'égout par l'entreprise installatrice.
	Entreprise chargée du raccordement :	Entreprise titulaire
	Planification du raccordement :	Pendant la phase de préparation de chantier Dans l'attente d'un raccordement possible sur un réseau définitif, il est admis la mise en place d'un sanitaire de type chimique.
	Frais :	

3.2. Cantonnements

Dispositions Générales :

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 99

Il est à noter qu'en cas de présence de personnel féminin travaillant sur le chantier, des vestiaires, WC et éventuellement des douches, en nombre suffisant, devront leur être affectés exclusivement.

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien	Répartition des frais
Vestiaires	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - Armoires ou vestiaires avec serrure ou cadenas - Bancs - Patères pour l'accrochage des vêtements humides. - Revêtement de sol facilement lessivable	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.	Gros-œuvre Entreprise titulaire		Gros-œuvre Entreprise titulaire
Réfectoires dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	- Chauffage - tables et chaises en nombre correspondant aux vestiaires. - La surface des tables aisément lessivable. - chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises. - Garde-manger ou réfrigérateur	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot gros œuvre Entreprise Principale Mis à disposition par le Maître d'Ouvrage	Aménagement d'escalier à l'entrée du sanitaire. WC chimiques tolérés	La situation du cantonnement doit être permanente à proximité de l'emprise du chantier. Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.			
Bureaux	Dimensions et équipements suivant précision du Maître d'Œuvre.	Bungalow spécifiques. Bungalow confondu avec le réfectoire. Garages des villas dans un deuxième temps. Une des pièces d'un appartement	Fourniture d'équipements de protections individuelles destinés aux visiteurs (bottes de chantier, casques).		Gros-œuvre Entreprise titulaire	Entreprise Principale Gros œuvre L'entreprise assure quotidiennement le nettoyage des parties communes du cantonnement	

Installations de sanitaires complémentaires	SO
Localisation / dimensionnement	Bungalows raccordés sur le réseau EU
Lot chargé de leur mise en œuvre et de l'entretien :	Entreprise titulaire

3.3. Nettoyage du chantier

Règles générales	Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier. Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit. (à l'exception des bois parasité diagnostiqués suivant le rapport joint). L'entreprise G.O. aura à sa charge le nettoyage de la voie d'accès, des circulations piétonnes extérieures et des voies publiques aux abords du chantier. Eventuellement celles-ci seront lavées et balayées avec des moyens appropriés. L'entreprise chargée du lot G.O. aura à sa charge le nettoyage des circulations verticales et horizontales jusqu'à la fin du chantier. Tout jet par les fenêtres et tout épandage aux abords des bâtiments sont formellement prohibés.
Bennes à gravais	Il est mis en service, pendant toute la durée du chantier, des bennes en nombre suffisant à l'usage de toutes les entreprises qui sont tenues d'y déposer <u>quotidiennement</u> les résidus de leur activité. Chaque entreprise doit procéder au démontage et compactage de ses emballages et colisages
Tri sélectif	Afin de limiter les coûts de mise en décharge, les entreprises sont invitées à envisager un tri sélectif des gravats et déchets. Dans cette hypothèse, l'entreprise prévoit la mise en place sur chaque benne de panneaux d'affichage amovibles et résistants aux intempéries et sur lesquels doivent être indiqués.
Pour la benne 1 : Déchets inertes	- Terre et matériaux de terrassement ; béton armé et non armé ; pierres ; parpaings ; briques ; carrelages ; faïences ; gypse et plâtre ; ardoise ; verres ordinaires ; laines minérales ; matériaux minéraux de démolition mélangés sans plâtre.
Pour la benne 2 : Déchets non dangereux	Béton léger (cellulaire) ; fers à béton ; Placoplatre ; métaux ; verres spéciaux (teinté, armé) ; bois non traité avec des produits toxiques ; plastiques et PVC ; polystyrène ; caoutchouc ; moquette ; laine de verre ; emballages non souillés.
Pour la benne 3 : Déchets dangereux	peintures et vernis ; solvants ; certaines colles ; matériels souillés (pinceaux, brosses, chiffons) ; emballages souillés. Les produits amiantés sont évacués directement en décharge appropriée (classe 1 ou 3) par l'entreprise avec remise au maître d'ouvrage de l'original du bordereau du suivi des déchets.
Conditions d'enlèvement des matériaux présentant un risque particulier	Tout produit présentant un risque particulier (matériaux industriels spéciaux) doit être éliminé par et à la charge de chaque entreprise utilisatrice ou ayant un contact avec ces produits. Liste indicative des matériaux concernés : .métaux (zinc, plomb, étain, chrome, nickel) .amiante .peinture et vernis - emballage .tous produits chimiques .hydrocarbures .produits de soudage

3.4. Clauses environnementales

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins en matière d'environnement, notamment :

- Les dispositions des lois dites « Grenelle 1 » n°2009-967 du 3 août 2009 consolidée au 29 décembre 2012 et « Grenelle 2 » n°2010-788 du 12 juillet 2010 consolidée au 24 mars 2012;
- Le code de l'environnement ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le code du travail ;
- La loi sur l'eau ;
- La circulaire interministérielle du 15 février 2000 (Ministère de l'aménagement du Territoire, de l'environnement et de l'équipement, des transports et du logement) relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics ;
- Utilisation de « Trackdéchets » pour les déchets dangereux .

4. ELECTRICITE DE CHANTIER

4.1. Force

4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage)

Description :	<p>L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> réseau cantonnement réseau alimentation des postes de travail réseau éclairage circulation <p>Le plan de ce réseau doit être soumis préalablement au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité et après approbation être affiché en permanence dans un lieu accessible.</p> <p>Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation doivent être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du Décret n°88.1056 du 14.11.88 consolidée au 22/06/2001 et de la norme NF C 15 100.</p> <p>L'entreprise distribue, installe et alimente :</p> <ul style="list-style-type: none"> le chantier suivant la norme NF P 03 001. Se référer à l'annexe 3. ses propres installations les installations communes de chantier
Lot chargé de l'installation :	<p>Poste de travail : Gros œuvre / Electricité / Entreprise titulaire</p> <p>Cantonnement : Gros-œuvre / Electricité / Entreprise titulaire</p>
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de leur mise en service - à chaque modification ou extension - annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Entretien de l'installation :	<p>Cette installation est maintenue par le lot installateur jusqu'à ce que le Maître d'Œuvre en ordonne l'enlèvement en accord avec le Coordonnateur Sécurité.</p> <p>Le plan de l'installation, doit préciser les organes de coupure et de protection et les mesures à prendre en cas d'urgence.</p>

4.1.2. Installations secondaires

Description, implantation et nombre de coffrets	<p>Chaque coffret comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES un bouton d'arrêt d'urgence un disjoncteur 30 mA avec protection du neutre. <p>Ces coffrets sont fixés mécaniquement au mur (gaines techniques) ou aisément déplaçable sur pied au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p> <p>Ces coffrets, fixés mécaniquement sur pied, sont aisément déplaçables au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p> <p>Il est installé au minimum un coffret par niveau et par cage d'escalier.</p> <p>Prévoir la mise en œuvre de coffrets minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> - But : Rallonge < à 25 m à définir sur plan d'installation chantier et distance entre coffret < 50 mètres. - Eviter le passage de câbles dans les circulations (escalier notamment)
Lot chargé de l'installation :	<p>Gros œuvre</p> <p>Electricité</p> <p>Entreprise titulaire</p>
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de leur mise en service - à chaque modification ou extension - annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Appareil d'utilisation :	<p>L'alimentation depuis les armoires de distribution des étages jusqu'à l'appareillage de chantier est à la charge de chaque entreprise utilisatrice.</p> <p>Le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation et correctement entretenus.</p> <p>Il pourra être demandé aux entreprises de placer Hors Service tout matériel identifié comme défectueux.</p>
Installations particulières aux enceintes très conductrices:	<p>L'appareillage et l'éclairage électrique utilisés par les entrepreneurs dans les enceintes très conductrices doivent être alimentés en très basse tension de sécurité ou être équipés de transformateur de sécurité à séparation de circuit placés en dehors de l'enceinte.</p>

4.1.3. Utilisation de groupes électrogènes

Les groupes électrogènes utilisés devront posséder une mise à la terre.
A défaut, ceux-ci devront être de classe II.

4.2. Eclairage

Dispositions générales :

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien	Vérification périodique par organisme agréé
Circulation intérieure	<ul style="list-style-type: none">• Guirlande 24 volts• Eclairage définitif ou temporaire raccordé sur le réseau provisoire de chantier• Niveau d'éclairement minimum 40 lux• Eclairage existant conservé	Entreprise Titulaire	Elles doivent être réalisées par un organisme agréé : <ul style="list-style-type: none">• lors de leur mise en service• à chaque modification ou extension• annuellement Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité
Eclairage de secours	Chaque entreprise fournit à son personnel des lampes torches individuelles. Mise en place de l'éclairage de secours à l'avancement des travaux.	Entreprise Titulaire	
Éclairage des postes de travail	L'éclairage de chantier est un éclairage de circulation. L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels	
Éclairage des voies de circulation extérieures	Mats d'éclairage disposés le long des voies d'accès	Entreprise Titulaire	Elles doivent être réalisées par un organisme agréé : lors de leur mise en service à chaque modification ou extension annuellement Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité

4.3. Matériel électrique utilisé par les entreprises

Généralités

Caractéristique des appareils d'utilisation	Classe 2 à double isolation IP 47 IK 08 Enrouleurs de classe B Câbles H07 RNF	Le matériel doit être vérifié, en parfait état de fonctionnement	
----------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------	--

5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

5.1. Distribution, installation et alimentation

Origine :	comptage
Description :	suivant la norme NF P 03 001. installations communes de chantier installations propres Installation protégée mécaniquement et contre le gel Mise en place de points d'eau Pour 2 niveaux et par cage d'escalier En cas de raccordement en eau brute, prévoir la mise en place de panneau identifiant les points de puisage en eau non potable.
Lot chargé de l'installation :	Entreprise Titulaire
Consommations	Entreprise installatrice Maître d'ouvrage
Entretien de l'installation :	L'entreprise installatrice assure l'entretien et la maintenance du réseau qu'elle a installé Le plan de l'installation, doit préciser l'emplacement des robinets d'arrêt.

6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

6.1. Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de desserte sont aménagées près des lieux de livraison.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent à chaque niveau de la construction, à proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le Travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

6.2. Moyens de levages

Dispositions générales:

Il est prévu la mise en commun des moyens de levage. Il n'est pas prévu la mise en place de moyen communs de levage

Nature des engins	Caractéristiques	Lot installateur	Localisation	Lots utilisateurs	Planification	Conditions de prêt
Grue mobile	L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent	Gros œuvre	Suivant plan installation de chantier du gros œuvre	TCE	Selon besoins	
Camion avec grue auxiliaire	L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent	Gros œuvre	Suivant plan installation de chantier du gros œuvre	TCE	Selon besoins	
Autres						

6.3. Mesures de prévention

Stabilité des supports et solidité :	Sur demande d'une entreprise désirant installer un dispositif de chantier pour le levage, la manutention ou l'accrochage, l'entreprise à qui incombe, dans le cadre de son marché de travaux, l'étude de la réalisation de l'ouvrage support, communique les charges admissibles de l'ouvrage considéré. L'entreprise demanderesse doit faire effectuer à ses frais une note de calcul ou une notice d'utilisation de l'ouvrage support par l'entreprise ayant réalisée cet ouvrage support. Après accord de l'entreprise ayant réalisée l'ouvrage support, l'entreprise demanderesse peut mettre en place le dispositif projeté. Elle prend à sa charge, l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaires, l'enlèvement de son dispositif après usage et la remise en état de l'ouvrage support.
Vérification des engins :	Les installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel doivent être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification doivent être tenus à disposition sur site.
Limitations des interférences :	Avant toute mise en place sur le chantier d'engins de levage fixes ou mobiles, les entreprises doivent impérativement communiquer au Coordonnateur Sécurité pour accord préalable, le plan d'installation et l'étude des interférences. Clôturer le périmètre de déplacement des lests de grues à montage rapide.
Limitation des manutentions manuelles	Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter : les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux
Prévention des renversements	Le rapport de vérification de la grue à tour mettra en évidence la conformité de son installation Balisage de la zone de montage de la grue. Aucune autre entreprise non concernée par le montage ne pourra être présente dans cette zone

Autorisation de conduite	Les salariés chargés de la conduite des engins de levage (ou/et des élévateurs de personnel) doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement. (CACES autant que possible)
Risque de chute de matériaux	Pour tout levage de matériaux, l'entreprise utilisatrice du moyen de levage devra mettre en place un homme de manœuvre qui devra s'assurer de l'arrimage des matériaux et de neutraliser la zone à risque sous le levage jusqu'à la fin du déchargement sécurisé.

7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER

7.1. Circulation de véhicules

Dispositions générales :

Plan de circulation	L'entreprise réalise et soumet au Coordonnateur Sécurité un plan de circulation. Ce plan doit préciser : <ul style="list-style-type: none"> le sens de circulation des véhicules et engins de chantier. la séparation des flux piéton et véhicule.
Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :	Toute manœuvre de véhicules et engins à l'intérieur du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur. Lorsqu'un conducteur d'un véhicule doit exécuter une manœuvre dans des conditions de visibilité insuffisantes, un homme de trafic sera mis en place ponctuellement afin de diriger et d'avertir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule. Les mêmes précautions doivent être prises lors du déchargement.

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Voie intérieure	Voie intérieure aménagée depuis la route sur une largeur de 5 m. Voie provisoire constituée d'une couche de tout venant sur un feutre anti-contaminant synthétique. Desserte des aires de livraison et des cantonnements.	Depuis la rue jusqu'aux plates-formes cantonnements et stockage	Par délégation du Maître d'Ouvrage, le raccordement de la parcelle au réseau routier est assuré par le lot gros œuvre VRD Terrassement préalablement au démarrage des travaux.	SO	SO
Livraison/ Déchargement	Le chauffeur pénètre avec son véhicule dans l'enceinte du chantier sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle sa présence est requise.	Selon plan d'installation de chantier gros œuvre	L'entreprise met à disposition du chauffeur une personne compétente pour guider les manœuvres en marche arrière	TITULAIRE	TITULAIRE
Stationnement	- Plate-forme constituée d'une couche de tout venant sur un feutre anti-contaminant synthétique. - Prévoir un marquage au sol pour matérialiser les emplacements - Aucune aire de stationnement ne peut être aménagée. - Les véhicules devront stationner aux endroits prévus à cet effet (PIC)	A l'emplacement des parkings définitifs A proximité de la zone cantonnement	SO	SO	SO
Signalisation	Mise en place un ralentisseur (gendarme couché), panneau stop, Dimensions du ralentisseur compatibles avec le franchissement par des V.L	A l'aplomb du portail de sortie des véhicules lors de la pose de la clôture du chantier.	TITULAIRE	TITULAIRE	TITULAIRE

7.2. Circulation du personnel

Dispositions générales :

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais	Vérification par organisme agréé
Séparation des voies véhicules et personnel chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Cheminement piétons reliant à pieds secs l'entrée du chantier à la zone de cantonnement. - Matérialisation physique au moyen de fiches porte lanterne et filet balis-ville ou équivalent 	<p>Selon plan de circulation Gros œuvre</p> <p>Ce plan doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le sens de circulation des véhicules et engins de chantier. - la séparation des flux piéton et véhicule. 	TITULAIRE	TITULAIRE	TITULAIRE	Sans objet

8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES

8.1. Secours

Numéro d'appel en cas d'urgence :	Voir liste en annexe	Tel fixe : 18 - Tel portable : 0422421818 où 0422422018
Accès réservé au secours :	L'accès au chantier se fait par l'entrée. Les circulations ne doivent pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.	
Relation avec les services de secours :	Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur titulaire du Lot Gros œuvre prend contact avec le Centre de Secours des pompiers pour signaler son intervention. En accord avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur, il est remis un plan de masse aux pompiers mentionnant l'accès pour les interventions et le point de ralliement	

8.2. Incendie

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds :	Réalisation d'un permis feu, journalier, ou avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux mitoyenne avec les zones en activité de l'établissement L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour des vérifications périodiques	
Dispositions prises pour le stockage de produits dangereux :	<ul style="list-style-type: none"> dépôts de carburant : Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols : Enveloppe double ou bac de rétention. Produits inflammables, toxique : Dépôt interdit dans les locaux du chantier. Approvisionnement au fur et à mesure des besoins 	
Dispositions prises contre le risque d'incendie	<p>Protection contre le risque d'incendie du cantonnement</p> <p>Protection contre le risque d'incendie sur les postes de travail</p>	<p>L'entreprise installatrice met en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc...).</p> <p>Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.</p>

9. PROTECTIONS COLLECTIVES

9.1. Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d'Œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par cette dernière

9.2. Nature des protections collectives

<i>Emplacement</i>	<i>Risques</i>	<i>Type de protection</i>	<i>Responsable de sa mise en place</i>
Haut de BASSINS	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne Renversement d'engin 		
	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> Barrières amovibles Stockage éloigné des bassins 	TITULAIRE
	<ul style="list-style-type: none"> Chute de matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un grillage 	TITULAIRE
Accessibilité à la plate-forme du BP	<ul style="list-style-type: none"> Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> Escalier provisoire échafaudage avec garde-corps Tour escalier 	TITULAIRE
Travaux en vide sanitaire	Insalubrité	<ul style="list-style-type: none"> Rabattement de nappe Absence d'appareils à émission de CO2 ou ventilation forcée 	TITULAIRE
Circulation sous réseaux électriques aériens	<ul style="list-style-type: none"> Électrisation par amorçage Électrisation par contact direct 	<ul style="list-style-type: none"> Consignation des réseaux Gabarit de passage 	SO
Entrée principale du bâtiment	Chute d'objet	<ul style="list-style-type: none"> Passage couvert mis en place pour permettre un accès sûr du personnel des entreprises à partir de la voie de circulation piétonne, après accord sur l'emplacement du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité. 	SO
Murs et poteaux préfabriqués	Renversement d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité provisoire des ouvrages assurée par 2 dispositifs de stabilisation au minimum Appareux de levage adaptés au procédé retenu 	SO

9.3. Mise en place d'équipement commun

Dispositions générales :

	Objet	Localisation	Planification	Lot chargé de sa mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais
Échafaudage d'accès	Les lots impactés par l'utilisation (poste de travail ou protection collective) de l'échafaudage sont les suivants Constitution et montage suivant décret n° 2004-924 du 1 ^{er} septembre 2004 consolidé le 03/09/2004 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.	BP7	Début et fin de chantier	Entreprise de Montage spécialisée	utilisateur	SO
Échafaudages intérieurs	Concerne : Constitution et montage suivant recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.					SO
Plate-forme motorisée à niveau variable	Vérification initiale de la structure et de l'installation électrique					SO
Échafaudage volant à treuil manuel						SO

Signalisation temporaire de chantier :

Les règles à respecter pour la signalisation temporaire sont celles fixées par la huitième partie du Livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 novembre 1992. Il est précisé que la signalisation temporaire sera en cas de besoin lestée obligatoirement à l'aide de sacs de lestage. La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation de chantier sont à la charge de l'entrepreneur. Elle devra être maintenue de jour comme de nuit.

La signalisation est :

- adaptée au chantier afin d'assurer la sécurité du personnel et des usagers,
- cohérente pour ne pas donner des instructions contradictoires avec celles de la signalisation permanente,
- crédible, la nature et la position des panneaux doivent évoluer en fonction des risques et de l'avancement du chantier,
- lisible, éviter la concentration des panneaux; ne pas les placer trop près du sol,
- stable, calée afin de supporter notamment les effets des conditions atmosphériques et de la circulation.

Cette signalisation devra être conforme aux instructions réglementaires en la matière et en particulier, à « l'Instruction ministérielle du 06/11/1992 sur la signalisation routière » et ses modifications – Livre I – 8ème partie.

Il est rappelé que l'entreprise doit également la vérification et l'entretien de cette signalisation pendant la durée de son chantier.

10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

10.1. Présence d'amiante

SO

10.2. Présence de plomb

SO

10.3. Présence de termites

SO

10.4. Autres matériaux (radioactifs / déchets contaminés etc...)

SO

10.5. Travaux de démolition ou de réhabilitation

- SO

10.6. Travaux de grande hauteur

SO

10.7. Travaux de terrassement ou de tranchées

SO

10.8. Travaux de fondations

SO

10.9. Utilisation de produits dangereux

SO

10.10. Ouvrages particuliers à réaliser

SO

10.11. Travaux hyperbare

SO

10.12. Engins de guerre

En cas de mise à jour d'engins de guerre (munitions et autres) au cours des travaux, les dispositions suivantes devront immédiatement être prises par l'entrepreneur :

- arrêt immédiat de tout travail dans un rayon de 100 m autour de l'objet,
- alerte immédiate de la police et des services techniques de la BNT qui alerteront le service départementale de la sécurité civile (déminage).
- Alerte immédiate du RMOE ou du représentant du SID.

10.13. Emploi des explosifs

Sur le chantier, l'emploi des explosifs est strictement interdit.

10.14. Vestiges historiques

SO

10.15. travail isolé

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010

10.16. Travaux "acrobatiques"

SO

10.17. Canalisations en Fibro-ciment

SO

10.18. Stockage de carburant (chaudières, cuves, canalisations, etc...)

SO

11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ

11.1. Organisation de la phase préparation de chantier :

L'organisation suivante est retenue :

1. installation de chantier : clôtures, bungalow.
2. en parallèle : réalisation des voies d'accès intérieures, réalisation des réseaux primaires.
3. fin de l'installation de chantier avec raccordements de tous les fluides.
4. terrassements généraux bâtiments et suite suivant le planning

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier

En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la Co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'œuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

11.2. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

SO

11.3. Modalités de coopération entre les entreprises, les employeurs et les travailleurs indépendants

Les entreprises qui utilisent des prestataires de services extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, etc... devront :

- > Leur transmettre les informations qui les concernent du présent Plan Général de Coordination.
 - > Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS
 - > Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions
- Informé le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires
- > Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

12.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Règle de diffusion et de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur • Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté pour avis, par: le médecin du travail de l'entreprise les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel • L'entreprise chargée du gros œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (liste fixée par Arrêté) doit communiquer son P.P.S.P.S. : à l'inspecteur du travail Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CARSAT) Régional de l'O.P.P.B.T.P. au chantier (disponibilité permanente) <p><u>SUIVI</u> Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.</p>
Contenu	<p><u>P.P.S.P.S.</u> Ce document doit être établi par toute entreprise intervenante. La réflexion sur les risques engendrés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés s'élargit aux mesures prises pour prévenir les risques générés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chantier et son environnement • les autres entreprises • l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants • description du mode opératoire concernant un ouvrage spécifique et/ou démolition, création de sous-œuvre, désamiantage, décapage du plomb <p>L'entrepreneur qui, après analyse, estime que l'exécution des travaux ne présente aucun risque doit en faire mention expresse sur le plan.</p> <p>Le P.P.S.P.S. doit présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité". Seuls les entrepreneurs de gros œuvre, du Lot principal ou de présentant des travaux à risques particuliers, sont tenus d'envoyer leur P.P.S.P.S. à la CARSAT., l'O.P.P.B.T.P., DIRECTE, avant toute intervention sur le chantier. A cet envoi est joint l'avis du Médecin du Travail ainsi que celui des membres du C.S.E. ou à défaut des délégués du personnel.</p> <p><u>Objectif</u> Rattacher étroitement des mesures de prévention aux procédés et modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent. Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.</p>

12.2. Sous-traitance

Diffusion du P.G.C.	Le titulaire d'un marché est tenu de remettre le P.G.C. à ses sous-traitants. Il doit, de plus, leur remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenue en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS).
Etablissement du P.P.S.P.S.	Chaque sous-traitant dispose alors d'un délai d'au moins 8 jours pour établir son PPSPS, après réception du contrat signé par l'entrepreneur et remise des documents cités ci-dessus.

**13 - COLLÈGE INTER-ENTREPRISES DE SECURITE DE SANTÉ ET
DE CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)**

13.1. Constitution d'un C.I.S.S.C.T.

SO

14. LISTE DES INTERVENANTS

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CORRESPONDANT
Maître d'Ouvrage	MINISTERE DES ARMEES	
Maître d'Ouvrage délégué Conducteur d'opération Mandataire du Maître d'ouvrage	ICDD Eric BEAT chargé de projet ICD Pierre BROCHIER conducteur d'opération	BCRM TOULON SID Méditerranée 83800 TOULON Cedex 9 Tel :04 22 42 14 16
Architecte Maître d'œuvre		
Maître d'œuvre d'exécution	SID Méditerranée	
Titulaire du marché :		
Economiste		
Bureaux d'étude géotechnique		
Bureaux d'études fluides		
Bureaux d'études structures		
Bureau de contrôle		
Coordonnateur Sécurité	<u>SECURITE OBLIGE</u> 22 Rue des Baudes 83 390 CUERS T : 04.94.31.08.03 Email : securite.oblige@orange.fr	Mr SCHOEFS Tel : 0648038653
. DIRECCTE	177, boulevard Charles Barnier 83000 TOULON T : 04.94.09.64.56 F : 04.94.09.65.40	
. C.R.A.M. - CARSAT	ZUP de La Rode – Rue Emile Ollivier 83100 TOULON T : 04.94.46.89.64 - F : 04.94.46.89.63	Mme. FOLCHER M. GIRAUD
. O.P.P.B.T.P.	Les Docks Atrium 10.6 10 Place de la Joliette – 13002 Marseille T : 04.91.71.48.48 - F : 04.91.22.66.64	M. MASUREL
. Inspection du Travail des Armées	ITA TOULON BP 942 83 800 TOULON ARMEES T : 04.22.42.19.09 F : 04.22.42.08.30	C.F. BLACHE
. CARSAT	ZUP de La Rode – Rue Emile Ollivier 83100 TOULON T : 04.94.46.89.64 - F : 04.94.46.89.63	Mme. FOLCHER M. GIRAUD
. O.P.P.B.T.P.	10 Place de la Joliette Atrium 10.6 – Les Docks 13002 MARSEILLE T : 04.91.71.48.48 - F : 04.91.22.66.64	M. MASUREL

15. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

Pompiers	Tel fixe : 18 Tel portable : 0422421818 où 0422422018
SAMU	Tel fixe : 15 Tel portable : 112
Police Nationale	Tel fixe : 17 Tel portable : 112

. Centre hospitalier	04.94.61.61.61
. Centre antipoison Marseille	04.91.75.25.25
. SOS Main Var Toulon	04.94.03.07.07

BASE NAVALE DE TOULON

Urgence Marins Pompiers	04 22 42 07 60 20 163 (poste marine) 21 166 (poste marine)
PC Terre	21 171 (poste marine)
Gendarmerie maritime Base Navale	04 22 43 45 86